

SYNTHÈSE

L'UTILISATION STRATÉGIQUE DES VULNÉRABILITÉS CLIMATIQUES DANS LES CONFLITS CONTEMPORAINS : MODALITÉS ET RÉTROACTIONS

Novembre 2025



L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par deux coordinateurs scientifiques : Mathilde Jourde et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONGs internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense et Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

À PROPOS DES AUTRICES DE LA NOTE



Éléonore Duffau / IRIS

Chercheuse au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un master 2 en Affaires européennes réalisé à Sciences Po Paris.



Mathilde Jourde / IRIS

Co-directrice de l'Observatoire Défense et Climat et responsable du programme Climat, environnement et sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un Bachelor en Relations internationales et Histoire de la London School of Economics and Political Science, ainsi que d'un master en Développement durable et innovation sociale de HEC Paris.



Sofia Kabbej / IRIS

Consultante indépendante et chercheuse associée à l'IRIS. Titulaire d'un doctorat en relations internationales (The University of Queensland), consultante indépendante, et chercheuse associée à l'IRIS. Elle étudie les enjeux de sécurité et de défense associés aux changements climatiques et aux méthodes d'intervention climatiques.



Dorine Buchot / IRIS

Assistante de recherche au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS depuis août 2025, Dorine est titulaire d'un master en relations internationales de l'Institut Universitaire Européen (EUI) et d'un master en analyse des politiques économiques de l'Ecole d'Economie de Paris (PSE).

Depuis le début des années 2000, les enjeux climatiques sont devenus un objet central des politiques étrangères et intérieures des États, et ont été progressivement intégrés par les acteurs de la sécurité et de la défense, notamment à travers le concept de sécurité climatique. Cependant, cette dynamique est aujourd'hui confrontée à certains obstacles, notamment des discours mettant en évidence une tension entre les priorités de défense et la prise en compte des changements climatiques, entraînant une dépriorisation de ces derniers. Or, l'analyse conjointe des enjeux sécuritaires et climatiques apparaît essentielle au regard du contexte géopolitique et environnemental actuel. En effet, on constate la (ré)émergence des concepts de conflits de « haute intensité » et de « **guerre hybride** » visant à caractériser l'évolution de la nature des conflits contemporains. Parallèlement, les changements climatiques continuent de s'intensifier, désormais plus vite que les prévisions initiales. En se concentrant sur **l'interaction des enjeux climatiques et des dynamiques conflictuelles**, cette note propose de **dépasser les débats dominants du nexus climat-conflit** portant sur le rôle des changements climatiques comme facteurs directs ou indirects de conflits, en analysant **comment les vulnérabilités climatiques s'intègrent comme levier au sein des dynamiques conflictuelles**. Ainsi, cette note offre une analyse de cas d'étude de conflits contemporains – de nature et intensité diverses – pour comprendre comment les vulnérabilités climatiques sont utilisées comme levier stratégique dans des contextes de conflits, au sein d'un continuum instrumentalisation-arsenalisation (I). La deuxième partie analyse les dégradations environnementales provoquées par des conflits, également instrumentalisées par les belligérants, et leurs implications doctrinales et stratégiques (II). Enfin, la note propose trois scénarii de prospective, accompagnés de recommandations à destination du ministère des Armées (III).

I. L'utilisation des vulnérabilités climatiques comme levier stratégique dans les conflits contemporains : de leur instrumentalisation à leur arsenalisation

A. L'utilisation de la vulnérabilité hydrique comme levier stratégique

L'eau douce est vitale pour les sociétés humaines, ce qui lui confère un caractère belligène depuis l'Antiquité. Cependant, les ressources hydriques font face à de fortes pressions d'origine anthropique, parmi lesquelles les changements climatiques occupent une place centrale. Bien que la coopération autour de l'eau demeure beaucoup plus fréquente que la confrontation, les **vulnérabilités hydriques sont utilisées comme leviers stratégiques dans les conflits contemporains**.

Dans le cadre du **conflit opposant l'Inde au Pakistan sur le contrôle de la région du Cachemire**, les deux belligérants ont intégré à leur répertoire d'action **l'usage politique et stratégique des vulnérabilités hydriques** liées aux eaux du bassin de l'Indus. Ces vulnérabilités font l'objet d'une **instrumentalisation discursive** par les deux parties au conflit, mais aussi **normative** (obstruction juridique par le Pakistan et *lawfare* par l'Inde), et **informationnelle** (désinformation par le Pakistan et rétention d'information par l'Inde). Ces manœuvres visent à influencer la communauté internationale ou les populations locales, mais aussi à nuire, voire contraindre, l'adversaire.

La situation sécuritaire dans la région du **lac Tchad** a été explicitement reliée à la disparition progressive de ses eaux du fait des changements climatiques. Pourtant, les données scientifiques démontrent l'inexactitude de ce postulat, et certains acteurs politiques et économiques ont volontairement écarté ces preuves afin de servir leurs agendas de politiques étrangères ou intérieures. La vulnérabilité hydrique du bassin a ainsi été instrumentalisée par des acteurs internationaux comme **outil d'influence, de renouvellement des relations bilatérales, et d'accès à de nouveaux marchés**, tandis que des acteurs régionaux l'ont utilisée pour **dépolitiser la situation sécuritaire et attirer des financements internationaux**.

B. L'utilisation de la vulnérabilité agroalimentaire comme levier stratégique

Les ressources agroalimentaires, essentielles aux sociétés, sont fragilisées par les changements climatiques, réduisant les rendements et perturbant les chaînes d'approvisionnement. Cette raréfaction des ressources disponibles, leur mauvaise gestion et la dépendance aux chaînes d'approvisionnement mondiales génèrent des tensions et des conflits, alors que les conflits de haute intensité aggravent déjà l'insécurité alimentaire en perturbant la production, les infrastructures et les marchés. La combinaison de ces facteurs offre une **possibilité croissante aux belligérants d'utiliser les vulnérabilités agroalimentaires comme levier stratégique**.

Dans le cadre de la guerre civile yéménite, le gouvernement yéménite, soutenu par une coalition internationale, ainsi que les rebelles Houthis, ont exploité les vulnérabilités agroalimentaires locales, déjà exacerbées par les effets des changements climatiques, pour **soumettre ou inciter la population à se rebeller dans les territoires contrôlés par le camp adverse**, et contraindre l'approvisionnement de l'ennemi. La coalition internationale a systématiquement ciblé et détruit les infrastructures du système agroalimentaire tout comme les Houthis à moindre échelle, illustrant **l'arsenalisation du système agroalimentaire**. Les belligérants ont également détruit ou bloqué l'aide humanitaire, combinant **arsenalisation et instrumentalisation**. Enfin, le gouvernement yéménite a instrumentalisé

les vulnérabilités agroalimentaires en cessant de distribuer les salaires du secteur public – premier employeur du pays.

Dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine initiée par la Russie en février 2022, le Kremlin a, d'une part, **arsenalisé le blé ukrainien**, en détruisant les infrastructures agricoles ukrainiennes, en s'accaparant des terres et en bloquant les exportations. D'autre part, Moscou a instrumentalisé cette ressource pour **renforcer son influence en Afrique et au Moyen-Orient**. En remplaçant les exportations ukrainiennes par ses propres céréales et en utilisant une « **diplomatie du grain** », **Moscou transforme la dépendance aux importations céréalières en levier stratégique**, exploitant les fragilités économiques, politiques et climatiques des pays importateurs.

Cette première partie montre comment les vulnérabilités climatiques, de leur instrumentalisation à leur arsenalisation, s'intègrent dans des **stratégies de guerre hybride** et deviennent des leviers stratégiques, révélant des liens complexes entre climat, ressources naturelles et conflits.

II. Conséquences environnementales des conflits : des rétroactions aux implications sécuritaires et doctrinales

A. Les conséquences environnementales des conflits et les mécanismes de rétroaction

Les conflits armés affectent négativement directement **les sols, les ressources en eau, l'air, la biodiversité endémique** ainsi que les **zones de haute altitude**. Si certains dommages peuvent être considérés comme involontaires ou collatéraux, d'autres résultent de **dégradations et de pollutions délibérées**. Dans ce cas, la destruction de l'environnement devient un objectif stratégique et tactique à part entière, qui peut être analysé comme une instrumentalisation des vulnérabilités environnementales. La dégradation environnementale liée aux conflits s'accompagne également **d'effets indirects à long terme**. L'économie de guerre détourne les ressources financières des politiques d'adaptation, favorise le financement d'infrastructures militaires à forte empreinte carbone et génère, à l'échelle locale, des dynamiques sociales souvent destructrices pour l'environnement.

Les conflits et la vulnérabilité environnementale s'inscrivent dans une **boucle de rétroaction mutuelle**. Les exemples d'Haïti et du Soudan illustrent comment une situation conflictuelle contribue à créer **une instabilité politique et sociale qui renforce des vulnérabilités climatiques** locales pourtant antérieures au conflit. De plus, ces dynamiques compromettent la mise en place de stratégie d'adaptation et le développement de la résilience des populations locales. L'aggravation de la vulnérabilité climatique et la dégradation environnementale du pays renforcent les dynamiques

conflituelles, créant un cercle vicieux où ces derniers perpétuent la fragilité environnementale et sociale.

B. Intégration doctrinale et stratégique des enjeux sécuritaires du nexus conflit-climat

Pour intégrer systématiquement les défis environnementaux et climatiques dans les politiques de sécurité, il devient indispensable de repenser les priorités de protection et **d'adopter une approche de sécurité écologique**, qui place la préservation des écosystèmes au cœur des réflexions. Elle met en lumière les interdépendances entre dégradation environnementale, conflits et insécurité et permettrait d'enrichir la doctrine de défense du ministère des Armées en y intégrant de **nouveaux facteurs d'insécurité**, tels que la dégradation environnementale liée aux conflits ou l'instrumentalisation des vulnérabilités climatiques et environnementales. **L'enjeu est de renforcer la résilience face à une conflictualité transformée par les bouleversements écologiques.**

L'utilisation comme levier stratégique des vulnérabilités climatiques contribue à élargir le spectre des conflits au-delà des seules formes de haute intensité, s'opérant de plus en plus à travers **l'usage de processus non strictement militaires**, *via* une imbrication de manœuvres discursives, normatives, informationnelles, coercitives, etc., qui s'apparentent à des **pratiques de guerre hybride**. Prendre en compte l'articulation entre pratiques de guerre hybrides et changements climatiques dans la pensée stratégique française **renforcerait les capacités d'anticipation et de résilience du ministère des Armées** face aux avancées doctrinales des grandes puissances militaires, et **développerait la résilience climatique stratégique du ministère**, entendue comme la capacité à anticiper l'exploitation de ses vulnérabilités climatiques par des acteurs tiers.

III. Scénarii de prospective et recommandations

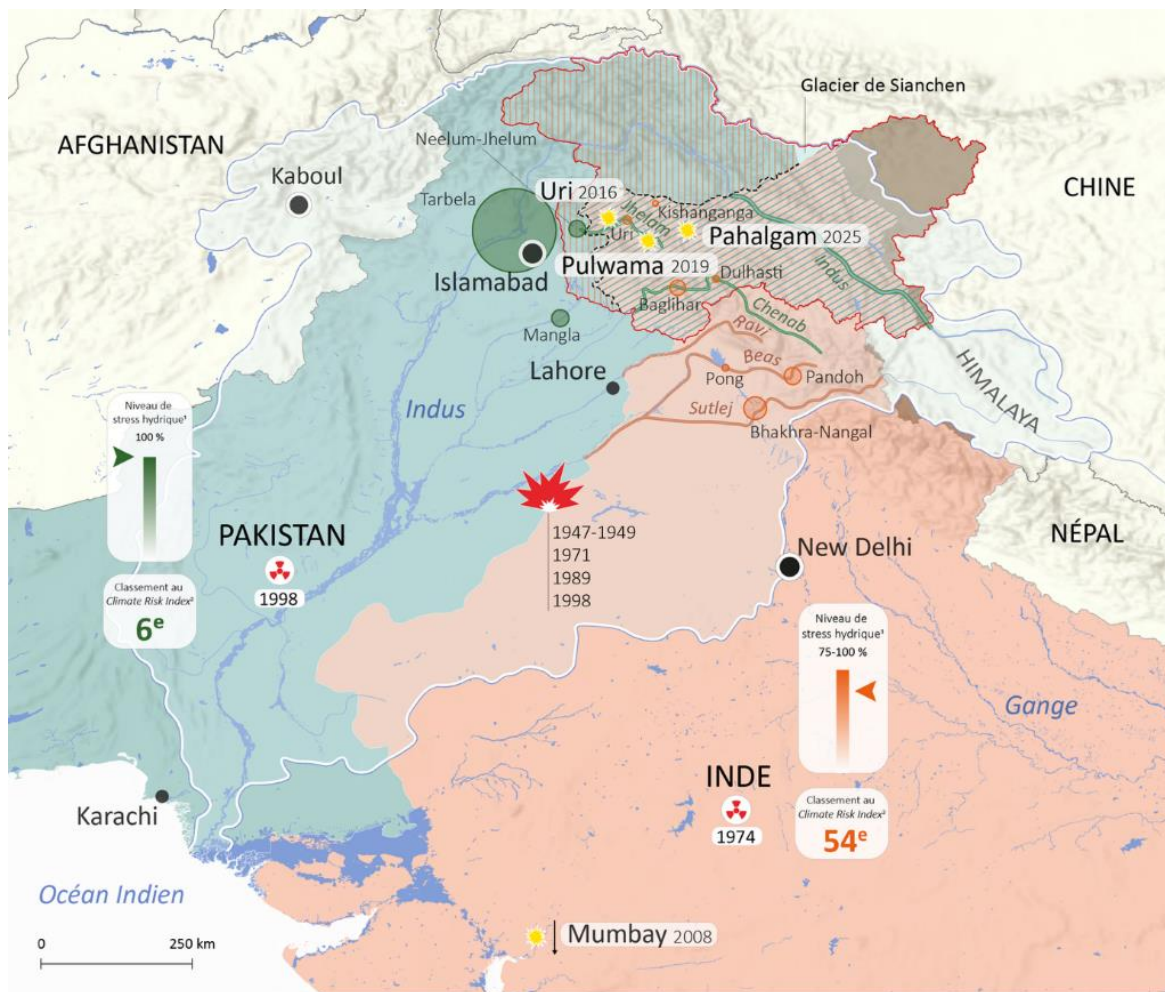
Scénarii de prospective

Scénarii	Facteurs crisogènes et situation géopolitique dans la région	Conséquences géopolitiques, conséquences pour la France et impacts pour les forces armées françaises
2038 – Du blé contre une base militaire : l'accord russo-ivoirien	Réchauffement global +1,9°C. Sécheresse historique autour de la mer Noire : réduction de 50 % de la production régionale de céréales par rapport à 2037 : explosion des prix alimentaires. Émeutes de la faim en Afrique, déstabilisation des régimes. La Russie est parvenue à maintenir sa production et signe un accord avec la Côte d'Ivoire : sécurisation des approvisionnements de céréales, en échange de l'installation d'une base militaire russe, présentée comme une base humanitaire et logistique.	Division de l'Union africaine : certains saluent l'initiative de solidarité, d'autres dénoncent l'instrumentalisation des vulnérabilités agroalimentaires. Consolidation de la présence militaire et politique russe en Afrique de l'Ouest, renforcé par les campagnes informationnelles. Isolement diplomatique français croissant, perte d'ancrage stratégique et affaiblissement des partenariats sécuritaires avec les pays régionaux. Fin de l'opération CORYMBE dans le golfe de Guinée. Repositionnement opérationnel français au Gabon et à Djibouti. Nécessité pour Paris de reconstruire sa crédibilité stratégique par des actions d'influence et de coopération locale. Réflexion doctrinale pour intégrer cette instrumentalisation dans les stratégies et doctrines françaises.
2043 – Création d'un centre civilo-militaire sino – kiribati dans le Pacifique Sud	Réchauffement global +2,3 °C, élévation du niveau de la mer (+20 cm localement), disparition partielle d'atolls et évacuation des populations depuis les années 2030. Vulnérabilité extrême des infrastructures face aux cyclones et tempêtes tropicales. La Chine mène des opérations HADR et développe des infrastructures résilientes et duales, renforçant son influence auprès des États insulaires. Signature d'un accord sino-kiribati incluant centre civil-militaire, missions HADR, surveillance et volet migratoire.	Perte de légitimité et de crédibilité de la France dans la région. Renforcement des capacités des puissances régionales (États-Unis, Australie) et françaises (Polynésie, Nouvelle-Calédonie) limitées par des contraintes logistiques et budgétaires. Montée des tensions sociales et sentiment anti-français dans les territoires ultramarins à la suite des mouvements des forces militaires et nourries par des campagnes chinoises sur les réseaux sociaux. La Chine consolide sa présence militaire et son influence économique dans le Pacifique Sud, utilisant les vulnérabilités climatiques comme levier stratégique. Coordination alliée (AUKUS, FRANZ) renforcée, mais prudente.
2044 –Prise d'otage d'un navire scientifique français en Arctique	Réchauffement de la région d'environ +5°C. Multiplication de navires commerciaux, militaires et scientifiques. De fortes pressions sont exercées sur l'environnement, et les peuples autochtones ne représentent plus que 5 % de la population régionale. Les mécanismes de coopération sont fragilisés. La collision entre un navire de ravitaillement de l'armée américaine et un méthancier russe provoque une marée noire d'une ampleur inédite. Un groupe de défenseur des droits autochtones et de l'environnement prend en otage les scientifiques à bord du Tara Polar Station 2 et exigent protection et réparation des écosystèmes de la région.	L'Égypte, la Russie et la Chine instrumentalisent les vulnérabilités environnementales des peuples autochtones. Une cellule de crise interministérielle est mise en place pour secourir les scientifiques pris en otage. Les relations au sein de l'OTAN se crispent. Paris échoue à obtenir des concessions. L'assaut français conduit à la mort de trois preneurs d'otage et d'un scientifique allemand. Des manifestations éclatent dans plusieurs grandes capitales en hommage aux défenseurs de l'environnement et au scientifique tués. La France s'efforce de réaffirmer son image de puissance responsable et organise un sommet exceptionnel consacré à la sécurité écologique en Arctique. Au sein des armées françaises, la décision divise.

Recommandations

- 1** Prévenir l'usage des vulnérabilités climatiques comme levier stratégique par les adversaires et les compétiteurs de la France dans un contexte de durcissement des rivalités de puissances
- 2** Promouvoir une vision systémique de la sécurité climatique, et écologique, auprès de nos alliés et partenaires, à l'échelle européenne et internationale, à travers une approche interministérielle
- 3** Renforcer la protection de l'environnement dans les opérations militaires pour éviter les boucles de rétroactions
- 4** Accroître le rôle des acteurs de la défense dans le cadre de la diplomatie climatique

Annexe 1. Le conflit indo-pakistanaï sur le Cachemire : entre rivalités territoriale et vulnérabilités



Le conflit territorial pour le contrôle du Cachemire

La partition de la région du Cachemire

- Frontières de l'État princier du Jammu-et-Cachemire en 1947 avant la partition de l'Inde britannique
- Territoire contrôlé par le Pakistan, contesté par l'Inde
- Territoire contrôlé par l'Inde, contesté par le Pakistan
- Territoire contrôlé par la Chine, contesté par l'Inde
- Ligne de contrôle (Accord de Simla de 1972)

Une région marquée par des guerres et des violences

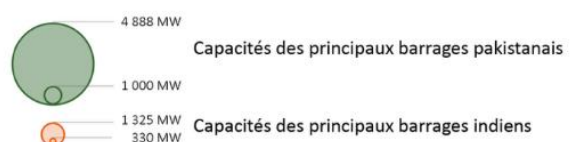
- ✶ Guerres ayant opposé l'Inde et le Pakistan depuis 1947
 - ☢ Puissances nucléaires (date du premier essai)
 - ☀ Attaques et attentats en Inde revendiqués par des mouvements islamistes ou autonomistes
- Uri 2016
Le mouvement ayant revendiqué l'attentat de Pahalgam en 2025 s'est ensuite rétracté.

L'eau dans le bassin de l'Indus : une ressource inégalement répartie et soumise à des modifications

Une géographie favorable à l'Inde, nécessitant un cadre de coopération

- Bassin de l'Indus
- ~ Affluents occidentaux sous contrôle pakistanais, dans le cadre du traité des eaux de l'Indus (IWT) de 1960, suspendu par l'Inde en 2025
- ~ Affluents orientaux sous contrôle indien, dans le cadre du traité des eaux de l'Indus (IWT) de 1960, suspendu par l'Inde en 2025

Un bassin modifié par les infrastructures hydrauliques et le changement climatique



1. Le niveau de stress hydrique correspond au rapport entre les prélèvements d'eau douce et les ressources renouvelables disponibles, en tenant compte des besoins environnementaux en eau.
2. Le Climate Risk Index, établi par Germanwatch, analyse comment les événements climatiques extrêmes affectent les pays, et mesure ainsi leurs conséquences sur les pays.

Sources : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Le Monde diplomatique, Le Monde, Climate Risk Index 2025 du Germanwatch, UN Water.

Annexe 2. Études de cas de d'instrumentalisation ou d'arsenalisation du climat

Figure 1 – La vulnérabilité hydrique comme levier stratégique dans le conflit indo-pakistanaï sur le Cachemire

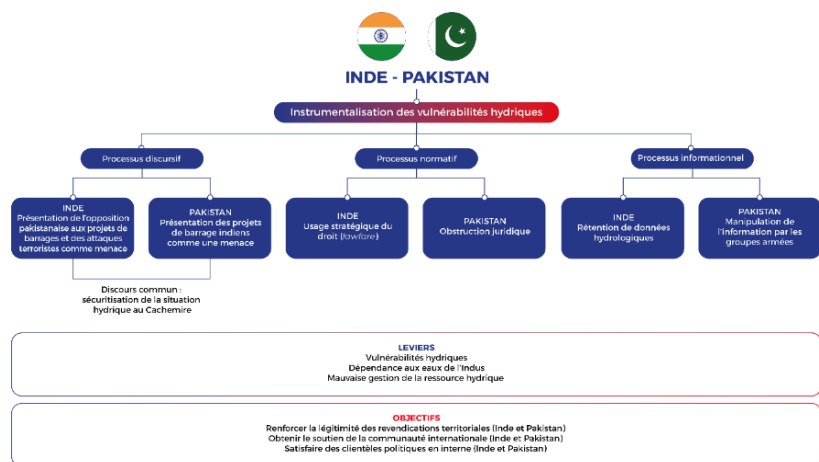


Figure 5 – L'arsenalisation et l'instrumentalisation des vulnérabilités agroalimentaires dans la guerre civile au Yémen

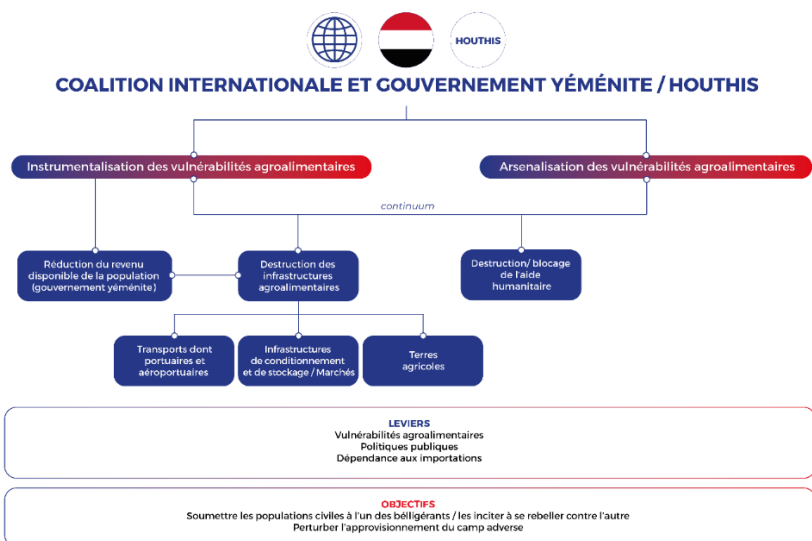


Figure 3 – Le narratif du « lac Tchad en voie de disparition » comme levier stratégique

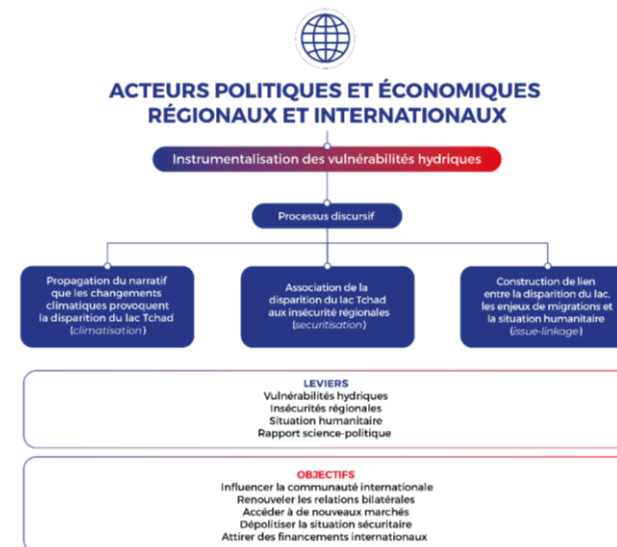
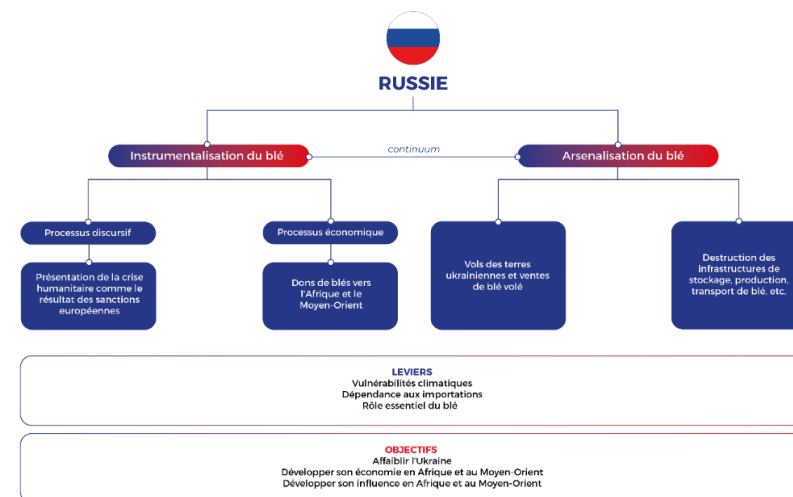
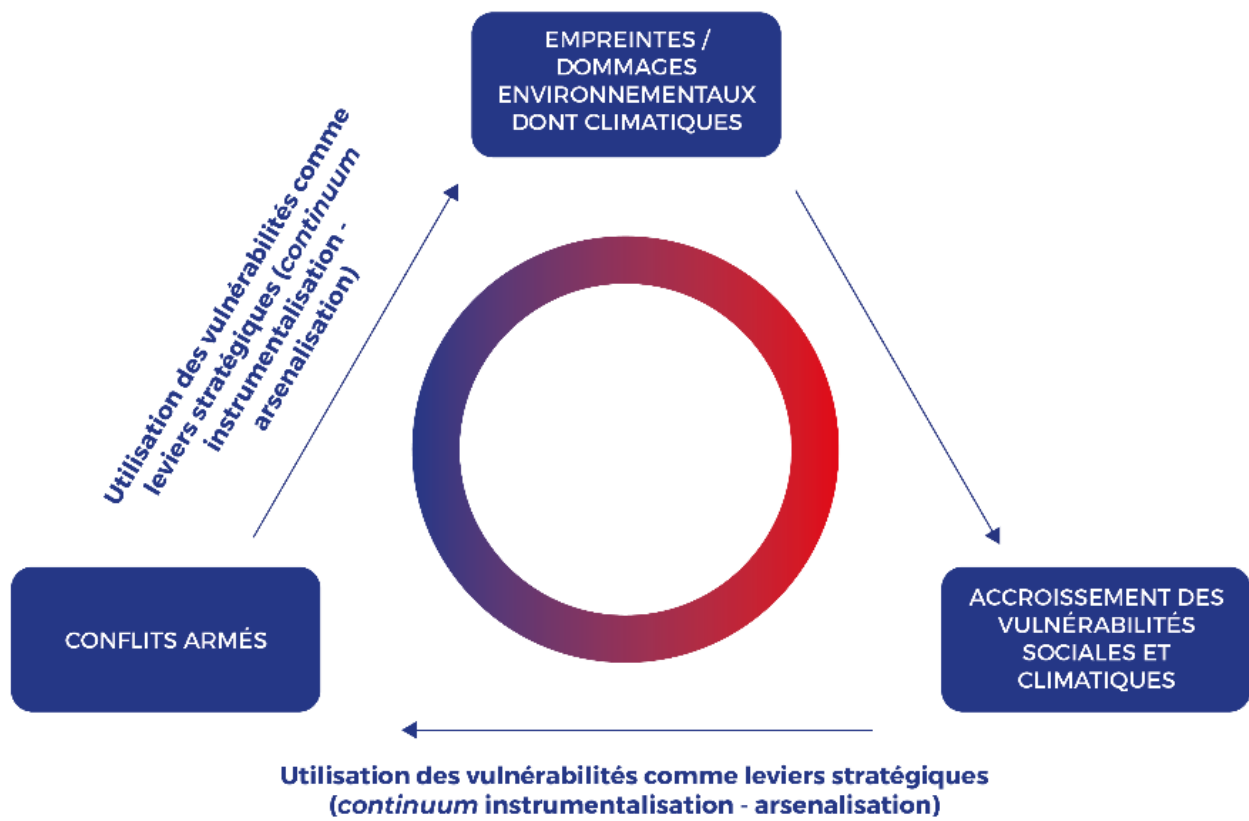


Figure 7 – L'arsenalisation et l'instrumentalisation du blé dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne



Annexe 3. Boucle de rétroaction « conflit, climat et environnement »

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS



www.defenseclimat.fr

